

Les chrétiens du Pakistan

Conférence donnée par Yves Daoudal à l'université d'été du Centre Charlier et de Chrétienté-Solidarité le 6 août 2016

Des chrétiens au Pakistan ? Nombreux sont ceux qui ont découvert l'existence de chrétiens au Pakistan à travers l'affaire Asia Bibi et ses suites, l'assassinat du ministre catholique Shahbaz Bhatti et du gouverneur du Pendjab Salman Taseer. Mais l'actualité du Proche Orient a mis sous les projecteurs les chrétiens de cette région, et du coup ceux du Pakistan sont retournés plus que jamais, hors Asia Bibi, à leur quasi inexistence.

Si l'on néglige l'existence de chrétiens au Pakistan, c'est parce qu'on pense qu'ils sont une sorte d'anomalie marginale. L'impression est juste si l'on raisonne en pourcentage. Les chrétiens sont environ 1,5 ou 1,6% de la population pakistanaise. Donc une toute petite minorité. Mais comme le Pakistan a 180 millions d'habitants, cette toute petite minorité compte tout de même environ 3 millions de membres. C'est le nombre d'habitants de la Lituanie. C'est une fois et demi le nombre d'habitants de la Slovénie ou de la Lettonie, c'est trois fois le nombre d'habitants de Chypre.

Le Pakistan n'existe que depuis 1947. Avant, c'était le nord de l'empire britannique des Indes, le British Raj.

Dans cet empire il y avait des chrétiens depuis très longtemps : les chrétiens de saint Thomas, sur la côte sud-ouest. Ils disent avoir été évangélisés par l'apôtre saint Thomas, et à l'appui de cette tradition il y a le fait qu'ils sont toujours là malgré les vicissitudes de l'histoire, quand tant d'autres ont été balayés. Ils représentent même le quart de la population de l'Etat du Kerala.

Après saint Thomas, il y a eu l'expansion extraordinaire de ce qu'on a appelé l'Eglise nestorienne, qu'il vaut mieux appeler Eglise assyrienne. Elle s'est étendue de l'Irak actuel jusqu'en Chine, en passant par toute l'Inde et Ceylan. Elle eut jusqu'à 230 diocèses, dont quelques-uns dans le Pakistan actuel, qui était aux confins de l'empire perse. C'est au début du califat de Bagdad, qui avait remplacé le pouvoir sassanide, qu'eut lieu cette extension. C'était l'époque où le patriarche avait transféré le siège de l'Eglise assyrienne à Bagdad et où des chrétiens assyriens vivaient à la cour du calife et traduisaient les textes grecs en arabe. Les cavaliers d'Allah arrivent au Pakistan dès 712. Il leur faudra trois siècles de combats contre les rois hindous pour asseoir leur domination sur le nord du sous-continent indien. L'histoire de la région est ensuite très

compliquée, car c'est un carrefour où se retrouvent les hindous, les perses, les hunns, les afghans, les turco-ottomans... Mais tout le nord de l'Inde devient essentiellement musulman. Aux XVIe et XVIIe siècles il va y avoir l'empire moghol, qui s'étendra de Kaboul au Bengale (aujourd'hui le Bangladesh). Le grand moghol est musulman, mais le plus célèbre d'entre eux, Akbar, fit venir des missionnaires jésuites, et décréta la liberté de culte. Puis il finança la construction de la première église de Lahore, en 1600, après avoir fait détruire les minarets de la ville. Son fils Jahangir va même s'entourer d'images chrétiennes et se promener avec une croix pectorale. Il aime organiser des controverses entre les jésuites et les oulémas, et il manifeste sa satisfaction quand les jésuites remportent la partie. Mais il fait reconstruire les minarets et ne se montre pas toujours si favorable aux chrétiens. A la fin de l'empire moghol, au début du XVIIIe siècle, l'islam régnera en maître absolu.

Les Portugais, dès le début du XVIe siècle, puis les Hollandais, à partir du début du XVIIe, puis les Anglais, puis les Français, ont commencé à s'installer en Inde, d'abord sur les côtes du sud qui n'ont jamais fait partie de l'empire moghol.

Les Anglais vont progressivement prendre le contrôle de tout le sous-continent, par la Compagnie des Indes orientales, qui est dissoute en 1858 et est remplacée par l'administration directe de l'Inde par la couronne britannique. Ce qui durera jusqu'en 1947.

On peut se demander comment il se fait que la moitié à peu près des chrétiens du Pakistan sont catholiques, alors que l'Inde était sous le contrôle de l'Angleterre furieusement antipapiste. C'est que, en Inde, ils avaient instauré la liberté religieuse. Comme ils ne pouvaient pas interdire l'hindouisme, ni l'islam, ils acceptaient toutes les religions, et les missionnaires qui allaient avec. Il y eut donc des missionnaires anglicans et de toutes les sectes protestantes de Grande Bretagne et d'Amérique, et aussi des missionnaires catholiques.

L'Eglise catholique crée sa première structure diocésaine en 1880, à Lahore : c'est le vicariat apostolique du Pendjab, qui devient dès 1886 le diocèse de Lahore, suffragant de l'archidiocèse d'Agra, l'un des huit archidiocèses de l'Inde. Agra est dans l'Uttar Pradesh, mais c'était la capitale de l'empire Moghol et elle s'appelait Akbarabad. C'est à Agra qu'il y a le fameux Taj Mahal. Le diocèse de Lahore est une partie du vicariat apostolique du Pendjab. Une autre partie devient la préfecture apostolique du Kafiristan et Cachemire, qui deviendra en 1947 le diocèse de Rawalpindi. En 1910 le grand diocèse de Lahore perd un autre territoire lors de l'érection de l'archidiocèse de Simla, qui deviendra l'archidiocèse de Delhi. En 1936 le sud du Pendjab devient la préfecture apostolique de Multan.

Lahore devient en 1994 un archevêché. Dont l'archevêque est Mgr Sebastian Francis Shaw, qui nous avait fait l'honneur de donner une grande interview à *Reconquête*, nommément à Cécile Montmirail, en 2014. L'archevêché de Lahore a trois évêchés suffragants, ceux d'Islamabad-Rawalpindi au nord et Multan au sud, et celui de Faisalabad, démembrement du diocèse de Multan en 1960.

Il y a au Pakistan un autre archidiocèse, celui de Karachi, au sud du pays, créé par démembrement de celui de Bombay lors de l'indépendance, et qui a donné naissance en 1958 au diocèse d'Hyderabad. Et en 2001 une partie des territoires de ces deux diocèses forme le vicariat apostolique de Quetta, c'est-à-dire du vaste Baloutchistan, l'ouest du pays, où il y a peu d'habitants et très peu de chrétiens (39% de la superficie du pays, 7% de la population, tandis que le Pendjab a 23% de la superficie et 46% de la population).

Quand le capucin italien Paul Tosi devient vicaire apostolique du Pendjab, et même quand le capucin français Symphorien Charles-Jacques Mouard devient évêque de Lahore six ans plus tard, en 1886, il y a un nombre infime de catholiques indigènes dans la région. Les jésuites ont commencé à travailler dans le sud de ce qui sera plus tard le Pakistan, le Sindh, à Karachi, dans les années 1850. Où ils trouvent quelques catholiques occidentaux, ou anglo-indiens, ou du sud de l'Inde, ou ce qu'on appelle des Goans, c'est-à-dire des ressortissants de Goa et du chapelet des autres colonies portugaises. C'est seulement dans les années 1880 que les missions catholiques vont commencer au Pendjab, lentement, en retard par rapport aux protestants, notamment les presbytériens américains, et écossais, qui ont commencé à convertir les indigènes les plus pauvres, les chouhras.

On estime qu'en 1901 il y avait 1.500 catholiques au Pendjab. Et plus de 20.000 protestants. Puis les conversions explosèrent, du moins chez les protestants. En 1911 il y eut un recensement au Pendjab. Il y avait 164.000 chrétiens, dont 8.500 catholiques. Et le nombre de chrétiens doubla dans la décennie suivante. En 1931 il y aura au Pendjab 45.600 catholiques, et leur nombre va continuer de monter. Il est intéressant de noter que beaucoup de ces catholiques sont d'anciens protestants.

Le mouvement de conversion s'est produit dans les plus basses castes. Aussi curieux que cela paraisse, alors que les musulmans règnent en maître depuis des siècles sur tous ces territoires, le système des castes reste très présent. D'autant plus présent pour les castes les plus basses, dites « Schedule castes », les « castes répertoriées », à savoir grosso modo ce que nous appelons les intouchables, qui sont restés hindous, ou plus ou moins hindous, avec des influences musulmanes. Dans le Pendjab ce sont essentiellement les chouhras. Ils vont se convertir en masse parce que les

missionnaires sont les premiers à les traiter en êtres humains, à leur donner une dignité, à leur procurer des soins médicaux et à leur donner des écoles. C'est ce qui se passe aussi dans le reste de l'Inde avec les dalits, les intouchables proprement dits.

Pour les musulmans, les chouhras sont doublement ou triplement méprisables, doublement ou triplement dhimmis, et même esclaves. D'abord ils sont de la plus basse caste, celle des impurs. Intouchables parce que impurs. Or le Pakistan est le pays des purs, c'est le sens du mot, en perse et en ourdou. En outre, après l'indépendance, les propriétaires terriens hindous sont partis en Inde et ont été remplacés par des musulmans, venus d'Inde avec leur main d'œuvre musulmane. Les chouhras ont émigré en ville, où ils sont devenus balayeurs, éboueurs, vidangeurs, donc véritablement impurs. D'ailleurs ils ont la peau foncée, c'est bien la preuve qu'ils sont sales. Non seulement ils ne sont pas devenus musulmans, mais ils sont devenus chrétiens, adoptant une religion étrangère, celle des colonisateurs, et comme ce sont des hindous convertis et non des chrétiens indigènes, ils ne sont même pas de vrais dhimmis.

Mais ceux qui continuent de vivre dans les grandes propriétés foncières, ou ceux qui travaillent dans les briqueteries (la quasi totalité des employés des briqueteries sont des chrétiens) vivent un véritable esclavage. On les appelle officiellement des « travailleurs gagés », et la pratique est officiellement interdite. Ils travaillent pour rembourser une dette mythique, qui remonte à plusieurs générations. Ils ne peuvent pas quitter leur emploi avant d'avoir payé la dette, et ils ne peuvent jamais finir de payer la dette, car il n'y a aucun document qui indique le montant de ce qui reste dû. Ce sont des dizaines de milliers de familles qui sont ainsi réduites en esclavage, qui sont achetées et vendues par les propriétaires, et toute révolte est sévèrement punie. Il y a eu en novembre 2014 l'exemple particulièrement horrible de Shahzad Masih et Shama Bibi, un couple chrétien de 28 et 26 ans, avec trois enfants en bas âge, Shama enceinte du quatrième. Ils voulaient quitter la briqueterie, mais le patron refusait de laisser partir une famille qui lui appartenait. Le père de Shama venait de mourir et Shama nettoyait son logement. Elle brûla des déchets dehors. Le patron fit courir le bruit que les chrétiens avaient brûlé des pages du Coran. L'imam local ameuta les musulmans, et c'est une horde de quelque 400 musulmans qui vint les sommer de se convertir à l'islam s'ils ne voulaient pas subir les conséquences du soi-disant « blasphème ». Comme ils refusèrent, ils furent séquestrés toute une nuit, puis violemment frappés, et traînés nus sur une route nouvellement empierrée, avant d'être jetés dans un four où ils furent entièrement consumés.

En 1992 le Parlement du Pakistan a voté une loi sur le travail gagé, interdisant cette pratique et exigeant que les soi-disant dettes soient annulées, et en 1995 une série de décrets d'application fut publiée. Mais sans véritables résultats. Car les grands propriétaires sont des potentats intouchables, qui ont dans leur poche les imams et la police. Ironie de l'histoire, ils sont également députés ; c'est donc eux qui ont voté la loi en sachant qu'elle serait un effet d'annonce à l'intention des organisations internationales.

En 1947 l'Inde britannique se séparait donc en deux Etats indépendants : L'Hindoustan, comme on disait alors, et le Pakistan. A l'époque, les chrétiens étaient favorables à un Etat pour les musulmans, et les oulémas y étaient opposés. Aujourd'hui, cela nous semble paradoxal. A l'époque ce ne l'était pas. A cause de la personnalité de l'homme qui a fait le Pakistan, Mohammad Ali Jinnah, qui était le chef de la Ligue musulmane de l'Inde depuis 1913. Mohammad Ali Jinnah voulait un Etat pour les musulmans, qui étaient minoritaires dans l'Inde impériale. Et comme le nord-est de l'Inde était majoritairement musulman, il était possible en effet de créer un Etat pour les musulmans, pour que les musulmans ne soient pas sous la coupe des hindous. La Ligue musulmane d'Ali Jinnah était composée de personnalités qui n'étaient guère musulmanes que de nom, qui venaient des universités britanniques, et dont le but était politique. L'islam pouvait être une croyance personnelle, et ce serait surtout une partie de la culture nationale du Pakistan, de son héritage de pays qui n'existait pas jusque-là. On cite souvent le discours d'Ali Jinnah ouvrant les travaux de l'assemblée constituante du Pakistan, le 11 août 1947, trois jours avant l'indépendance. Voici la fin de ce discours :

« Vous êtes libres. Libres d'aller à vos temples. Libres d'aller à vos mosquées ou à tout autre lieu de culte dans cet Etat du Pakistan. Vous pouvez appartenir à n'importe quelle religion, caste ou croyance, cela n'a rien à voir avec les affaires de l'Etat. Comme vous le savez, l'histoire montre que l'Angleterre, il y a un certain temps, était dans un état bien pire que celui que connaît l'Inde aujourd'hui. Les catholiques romains et les protestants se persécutaient réciproquement. Même maintenant il y a des Etats où il y a des discriminations et des exclusions à l'encontre de certaines classes. Dieu merci (Thank God) nous ne commençons pas cette époque-là. Nous commençons une époque où il n'y aura pas de discrimination, pas de distinction entre une communauté et une autre, pas de discrimination entre une caste ou une croyance et une autre. Nous commençons avec ce principe fondamental que nous sommes tous

des citoyens et des citoyens égaux d'un seul Etat. Le peuple d'Angleterre au cours du temps a eu à faire face aux réalités d'une telle situation et a dû assumer les responsabilités et les fardeaux que le gouvernement de son pays lui faisait porter, et ils sont sortis de cet enfer pas à pas. Aujourd'hui, on peut dire à juste titre que les catholiques romains et les protestants n'existent pas ; ce qui existe maintenant c'est que tout homme est un citoyen, un citoyen de Grande-Bretagne égal aux autres, et ils sont tous membres de la nation.

Je pense que nous devons garder cela devant nous comme notre idéal et vous constaterez □ qu'avec le temps les hindous cesseront d'être des hindous et les musulmans cesseront d'être des musulmans, pas dans le sens religieux, parce que c'est la foi personnelle de chaque individu, mais dans le sens politique, comme citoyens de □ l'Etat.

Tels étaient les propos d'Ali Jinnah. Quand on les cite aujourd'hui, on supprime tout ce qui a trait aux Anglais. Mais il est intéressant d'avoir la citation complète. On voit que sa seule référence est l'histoire de l'Angleterre, vue de façon quelque peu schématique et partielle (mais il faisait partie de l'establishment anglican, quoique musulman), et que ce qu'il veut créer au Pakistan c'est une société anglaise moderne, sans discrimination religieuse, où les citoyens au lieu d'être protestants ou catholiques sont musulmans ou hindous. On constate qu'il ne parle pas des chrétiens. Les chrétiens sont quantité négligeable dans l'ensemble de l'Inde, bien plus encore dans ce qui sera le Pakistan, où il y a en revanche, pour le moment, une forte minorité hindoue, laquelle quittera le pays en masse aussitôt après l'indépendance. les mouvements de population feront 6 millions de déplacés, et 500.000 morts...

Les chrétiens saluent le discours de Jinnah, et ils se disent que dans ce pays-là ils pourront donc vivre comme des catholiques dans l'Angleterre moderne.

En revanche, les oulémas, qui savent depuis longtemps qui est Jinnah et ce qu'est sa Ligue musulmane, sont contre la création d'un tel Etat. Il est évidemment impensable pour eux qu'un Etat musulman soit laïque et dirigé par des mécréants comme Ali Jinnah. Et de toute façon les musulmans ne veulent pas s'enfermer dans un Etat, ils veulent conquérir le monde sur le sentier d'Allah. C'est deux ans auparavant, en 1945, qu'ils ont créé l'assemblée des oulémas de l'Inde, pour proclamer que les musulmans ont comme objectif de rétablir le califat et que toute loi doit être basée sur la charia.

Ali Jinnah a formé une assemblée constituante de 72 membres, sélectionnés parmi les élus des provinces du Pakistan : 53 musulmans, 17 hindous, 2 sikhs. Il n'y a aucun

chrétien dans l'assemblée, mais Ali Jinnah en nomme deux dans la sous-commission sur les « droits fondamentaux des minorités ».

Ali Jinnah meurt un an plus tard, en septembre 1948. Les travaux de l'assemblée constituante n'ont guère avancé. Le 12 mars 1949 est adopté un texte intitulé Résolution d'objectifs, censé être la définition de l'Etat du Pakistan qui sera incluse dans la Constitution. Ce texte affirme les principes d'égalité, de justice, de liberté de pensée, d'expression, de croyance, de foi, de culte, et d'association. Il souligne qu'il doit y avoir une clause qui garantisse que les minorités puissent professer et pratiquer librement leurs croyances. On remarque toutefois que les principes de démocratie, de liberté, d'égalité, de tolérance et de justice sociale sont proclamés « tels qu'ils sont exposés par l'islam ». Et l'on déclare que « les musulmans pourront organiser leur vie dans les sphères individuelle *et collective* selon l'enseignement et les préceptes de l'islam tels qu'ils figurent dans le Coran et la Sunna ».

Dans la sphère collective. Tel est le début de l'islamisation du Pakistan et de sa législation.

Mais les travaux s'éternisaient, en partie à cause du débat sur la place et le rôle de l'islam. Car si les oulémas avaient été contre la création du Pakistan, maintenant qu'il existait il fallait tout faire pour que ce soit un Etat islamique. En 1954, au bout de sept ans, comme on n'arrivait à rien, l'assemblée fut dissoute, et en 1955 fut convoquée une nouvelle constituante. Moins d'un an plus tard, le 23 mars 1956, était promulguée une Constitution. La Résolution d'objectifs de 1949 était le préambule. Dans l'article 1 l'Etat était qualifié de République islamique du Pakistan mais l'islam n'était pas religion d'Etat. La phrase sur les musulmans qui « pourront organiser leur vie dans les sphères individuelle et collective selon l'enseignement et les préceptes de l'islam tels qu'ils figurent dans le Coran et la Sunna » était l'article 25. Il y avait aussi un article qui disait qu'on ne pouvait promulguer aucune loi qui soit contraire aux commandements de l'islam tels que stipulés dans le Coran et la Sunna, mais le mot charia n'y figurait pas, et tout le reste était une constitution libérale telle que l'aurait voulue Ali Jinnah. La seule disposition concrètement discriminatoire était que le chef de l'Etat devait être musulman.

Deux ans plus tard il y eut un coup d'Etat militaire et le général président Mohammad Ayoub Khan promulgua en 1962 une nouvelle Constitution. On enleva la mention du Coran et de la Sunna, et le pays s'appela République du Pakistan. Mais dès l'année suivante deux amendements rétablirent le Coran et la Sunna, et le mot islamique dans le nom du pays, et surtout cette Constitution établissait un Conseil de l'idéologie islamique et l'Institut de recherche islamique. Deux organismes consultatifs destinés à

conseiller le gouvernement. Mohammad Ayoub Khan prit soin de nommer des membres plutôt libéraux, mais ces deux organismes, créés a priori pour donner un os à ronger aux islamistes, avaient vocation à devenir des chevaux de Troie de l'islamisation.

En décembre 1971, Ali Bhutto devient président. C'est juste après la guerre d'indépendance du Bangladesh, qui jusque-là était le Pakistan oriental. La grande majorité des hindous du Pakistan sont partis en Inde, et en perdant le Bangladesh le Pakistan perd un territoire où il y avait un quart de non-musulmans. Le Pakistan devient donc ce qu'il est aujourd'hui, un pays musulman à plus de 95%.

Ali Bhutto fit adopter, en 1973, une nouvelle Constitution. Elle est plus islamiste que les précédentes. On y a ajouté que l'islam est la religion de l'Etat et que le Premier ministre aussi doit être musulman, pour la raison que c'est lui désormais qui a l'essentiel du pouvoir (et Ali Bhutto devient évidemment Premier ministre). L'Institut de recherche islamique est supprimé, mais le Conseil de l'idéologie islamique est maintenu. Comme par hasard celui-ci, à la différence de l'autre, était devenu un organe très islamiste.

Rien ne changea pour les chrétiens et autres minorités jusqu'aux élections de mars 1977. Elles furent largement remportées par le parti de Bhutto mais il avait eu en face de lui une coalition de neuf partis islamistes. Il décida donc de lâcher du lest en faisant voter des lois interdisant l'alcool et le jeu, et instituant le vendredi comme jour de repos, et promettant d'autres lois appliquant la charia.

Le 5 juillet 1977, nouveau coup d'Etat. Le général Zia ul-Haq prend le pouvoir. Il entreprend aussitôt d'islamiser la Constitution. La Résolution d'objectifs devient partie intégrante du texte, et Zia souligne qu'elle garantit autant les droits islamiques que les droits de l'homme laïques. Le mot « librement » est retiré de l'article qui permet aux minorités de pratiquer leur religion, les députés doivent être des musulmans pratiquants (sauf pour les quelques sièges réservés aux minorités). Au cours des années suivantes des tribunaux de la charia sont institués, ainsi qu'une Cour fédérale de la charia, plusieurs lois mettent en vigueur des peines prévues par la charia, en 1991 est votée une loi générale d'application de la charia, et en 1993 la Cour suprême décide que les droits fondamentaux garantis par la Constitution sont limités par leur conformité aux commandements de l'islam tels qu'ils figurent dans le Coran et la Sunna.

Mais le pire est la loi anti-blasphème, les deux lois anti-blasphème voulues par le général Zia ul-Haq afin de se mettre les islamistes dans la poche. Et c'est sous le

général Zia que l'islamisme a commencé à vraiment gangrener le Pakistan, et que les madrasas ont commencé à se multiplier. Il y avait moins de 300 madrasas en 1947. En 1988, dernière année de Zia au pouvoir, il y en avait officiellement 2.800. Selon un rapport pakistanais publié il y a un an, il y avait en 2005 35.337 madrasas. La plus grande partie financées par l'Arabie saoudite pour enseigner l'islam radical.

Lorsque le général Zia ul-Haq prit le pouvoir, le code pénal pakistanais était, et d'ailleurs il est toujours, le code pénal de l'empire des Indes de 1860. Il comportait un article 295 punissant de deux ans de prison quiconque profanerait un lieu de culte. En 1927 avait été ajouté l'article 295-A prévoyant la même peine pour quiconque se rend coupable d'outrage aux sentiments religieux.

En 1982, Zia fit ajouter un article 295-B : quiconque profane le Coran est punissable de prison à vie.

Puis en 1986 il fit ajouter l'article 295-C : « Usage de remarques désobligeantes, etc., vis-à-vis du Saint Prophète : quiconque par des mots, à l'écrit ou à l'oral, ou par représentation visible, ou toute imputation, allusion ou insinuation, directe ou indirecte, profane le nom sacré du Saint Prophète (que la paix soit sur lui) sera puni de mort ou d'emprisonnement à vie, et sera aussi passible d'une amende. »

En 1990, la Cour fédérale de la charia imposa que la seule peine prévue par cet article 295-C soit la peine de mort.

Benazir Bhutto, qui venait d'être Premier ministre pendant deux ans et se trouvait alors de nouveau dans l'opposition, critiqua cette décision. Le ministre des Affaires religieuses promulgua une fatwa qualifiant Benazir Bhutto de « kafir (mécréante) passible de la peine capitale », puisqu'elle avait blasphémé en suggérant que la profanation du nom du Prophète pouvait ne pas être passible de la peine de mort.

Lorsque Benazir Bhutto revint au pouvoir, en 1993, elle tenta de modifier l'article 295-C. En février 1994 la commission de lois décida un réexamen de cet article. Deux amendements furent adoptés en conseil des ministres, visant à ce que la plainte pour blasphème ne soit pas enregistrée avant qu'il y ait eu une enquête, et qu'une fausse accusation soit punie de prison. On abandonna divers projets visant à ne pas rendre automatique la peine de mort. Quand le ministre de la Justice annonça les deux amendements, la tête de Benazir Bhutto fut mise à prix pour 40.000\$ par les islamistes. La réforme fut donc abandonnée.

Depuis lors, régulièrement, un député courageux, ou même un ministre, évoque l'idée qu'il faudrait amender la loi anti-blasphème. Il y a même eu un projet de loi, l'an

dernier, qui visait à décourager l'instrumentalisation de la loi, en introduisant des peines sévères pour ceux qui formulent de fausses accusations de blasphème. Il visait aussi à rendre nécessaire de démontrer l'intention criminelle se trouvant derrière l'acte blasphématoire. Mais ce projet de loi paraît s'être volatilisé. Et dans un Pakistan de plus en plus islamisé, où les talibans sont partout, personne n'ose même penser à supprimer les deux articles qui n'existent pourtant que depuis les années 80, et seulement depuis 1990 pour la peine de mort automatique.

Depuis lors, les articles 295 B et C sont utilisés soit comme moyen de vengeance personnelle, soit, surtout, comme moyen de mettre la main sur les terres, le commerce, ou la maison du voisin chrétien. Le plus souvent c'est l'article 295-B qui est invoqué : on prend prétexte que le chrétien a brûlé de vieux papiers pour l'accuser d'avoir brûlé des versets du Coran.

La police, surtout à la campagne, est aux ordres des riches musulmans et des imams. Par conséquent le présumé blasphémateur est forcément inculpé, après avoir été maltraité, éventuellement torturé, tandis que sa famille doit fuir le village. Puis il est condamné en première instance. Condamné à mort s'il a blasphémé le Prophète. Puis il est généralement acquitté en appel. S'il n'est pas assassiné à la sortie du tribunal il doit fuir lui aussi, et quitter le Pakistan s'il veut sauver sa peau.

De temps en temps, rarement, mais cela suffit pour faire vivre les chrétiens dans la peur, une accusation de blasphème déclenche une émeute, non seulement contre le blasphémateur, mais contre tout le quartier chrétien si l'on est en ville. Et l'on brûle tout le quartier. Ces accès de violence extrême, que l'on voit aussi par exemple en Egypte, et que l'on a vu à très grande échelle en Irak lors de la prise de contrôle de la plaine de Ninive par l'Etat islamique, fait prendre conscience de ce que sont les musulmans modérés. On nous dit toujours que la grande majorité des musulmans sont des musulmans modérés, et c'est vrai, ce sont même des musulmans qui ne connaissent que des rudiments de l'islam, et c'est d'ailleurs pourquoi ils sont modérés. Et ils vivent en harmonie avec leurs voisins chrétiens. C'est vrai aussi. Jusqu'au jour pour une raison quelconque un imam appelle à la vengeance contre les chrétiens, et là tout à coup les musulmans modérés deviennent des incendiaires, les musulmans qui vivaient en harmonie avec leurs voisins chrétiens deviennent leurs pires ennemis. C'est ce que l'on voit aussi en Irak, où de très nombreux sunnites, prenant fait et cause pour l'Etat islamique, sont devenus du jour au lendemain les ennemis de leurs voisins chrétiens et les ont chassés. C'est un phénomène impressionnant qu'il ne faut jamais oublier quand on évoque les musulmans modérés.

Asia Bibi, qui est maintenant en prison depuis sept ans, est un cas particulier dont je ne parlerai pas en détail parce qu'il faudrait une conférence entière. Elle est la première femme à être condamnée à mort pour blasphème, et aussi la première personne à avoir vu son jugement de première instance, pour blasphème contre le Prophète, confirmé en appel. Car il n'y a encore jamais eu d'exécution capitale pour blasphème. Les magistrats de Lahore ont jugé « stupéfiant » (*astounding*) que les avocats d'Asia Bibi n'aient même pas essayé de réfuter les accusations de blasphème, ce qui a obligé la cour à confirmer la sentence de mort, non sans signaler une porte de sortie. Asia Bibi a alors saisi la Cour suprême, laquelle, le 22 juillet 2015, il y a un an, a jugé la demande recevable, déclarant même qu'il est essentiel d'examiner le cas pour une bonne administration de la justice. C'était il y a un an déjà. La Cour suprême a trois ans pour statuer.

L'autre plaie principale dont souffrent les chrétiens est le kidnapping des jeunes filles et des jeunes femmes par des musulmans qui en font leur femme de force. Il y en a environ un millier par an, en comptant les hindoues. Le scénario est toujours le même. Quand la famille de la jeune femme porte plainte, le musulman fait valoir qu'elle s'est convertie spontanément à l'islam et qu'ils se sont mariés dans la foulée. Et il y a bien sûr des témoins, et un imam qui le certifie. Parfois la jeune femme réussit à s'enfuir, mais si elle retourne dans sa famille elle la met en péril, et si elle est reprise le musulman a le droit pour lui.

On aura en passant une pensée pour les avocats qui défendent les chrétiens, sous la menace constante des musulmans, et ce ne sont pas toujours que des menaces, et cela sans que cela leur rapporte puisqu'ils défendent les plus pauvres des plus pauvres.

Le plus connu, Me Sardar Mushtaq Gill, a décidé le mois dernier d'abandonner ses fonctions et de se retirer dans un endroit secret. Parce qu'en mai son père sa mère et une de ses sœurs ont été enlevées et n'ont été sauvés que parce que sa sœur a réussi à s'enfuir et à donner l'alerte. Lui il savait qu'il risquait la mort, mais il ne veut pas que ça retombe sur sa famille. Or il avait demandé une protection policière pour sa famille. Mais comme pour toute demande d'un chrétien à la police, elle a été ignorée. Voilà le Pakistan aujourd'hui.

Les gouvernements font un geste de temps en temps en faveur des minorités, particulièrement des chrétiens. Mais leur marge de manœuvre est très étroite, car ils

se heurtent aussitôt aux islamistes. Et bien entendu pour les gouvernants le sort des chrétiens est loin d'être une question prioritaire.

L'un de ces gestes avait été la nomination d'un militant catholique très connu, Shahbaz Bhatti, comme ministre des minorités. On sait comment cela s'est terminé. Même lui n'avait pas de protection policière. Ce personnage héroïque, réel martyr, avait voulu rester célibataire pour ne pas risquer de faire de veuve et d'orphelins. Depuis le cinquième anniversaire de son assassinat, des témoignages commencent à être recueillis en vue de sa béatification. Il pourrait être le premier saint pakistanais.

Récemment, le 29 avril dernier, le président du Pakistan en personne, Mamnoun Hussein, présentait à la presse, dans son palais, un nouveau timbre poste. Il tenait ainsi à rendre un hommage appuyé à la personnalité qui figure sur le timbre en question, Seeta Parkash Singha. En 1947, le chrétien Seeta Parkash Singha, dit SP Singha, était président de l'Assemblée du Pendjab, et il s'était prononcé pour la création de l'Etat du Pakistan, alors que les oulémas y étaient opposés.

Et voici ce qu'on peut lire sur le site internet de la présidence du Pakistan.

« Le Président Mamnoun Hussain a déclaré que les communautés minoritaires du Pakistan, en particulier la communauté chrétienne, ont joué un rôle exemplaire dans le développement et le progrès du pays en collaboration étroite avec l'ensemble de la nation. Le Président a noté que la communauté chrétienne a rendu des services exceptionnels (« stellar », en anglais), non seulement dans les domaines de l'éducation et de la santé, mais aussi dans le domaine important de la défense.

« Le Président a exprimé ce point de vue lors de la cérémonie d'émission d'un timbre-poste commémoratif à la mémoire de Dewan Bahadur S.P. Singha au Aiwan-e-Sadr, à Islamabad, vendredi.

[On remarque que le président pakistanais donne à S.P. Singha le titre de Dewan Bahadur qui lui avait été conféré par les Britanniques, distinction suprême du British Raj, qui veut dire littéralement « Premier ministre courageux ».]

« Le Président Mamnoun a dit que, avant la création du Pakistan, Dewan Bahadur S.P. Singha a rendu des services inoubliables pour la création du Pakistan en sa qualité de membre et président de l'Assemblée du Pendjab, pour lesquels la nation lui est reconnaissante. « Le timbre commémoratif émis aujourd'hui en reconnaissance de ses services est une preuve que la nation pakistanaise apprécie toujours ses héros,

qu'ils appartiennent aux communautés majoritaires ou minoritaires », a fait remarquer le Président.

« Le Président Mamnoun a déclaré que tous les citoyens sont égaux aux yeux de l'Etat comme l'a dit Quaid-e-Azam [*« le grand dirigeant »*] Muhammad Ali Jinnah dans son discours prononcé le 11 août, dans lequel tous les citoyens du Pakistan étaient assurés de l'égalité des droits sans discrimination de couleur, de race, religion et de conviction. Le Président a noté avec satisfaction que le gouvernement actuel, en suivant les principes directeurs de Quaid-e-Azam, n'a jamais fait preuve de discrimination contre les communautés minoritaires et surtout que la Constitution garantit à toutes les communautés minoritaires une entière protection.

« Le Président Mamnoun a dit que le gouvernement a pris des mesures importantes pour le bien-être des communautés minoritaires, parmi lesquelles la répartition des sièges pour les minorités au Sénat, au Parlement et aux assemblées provinciales, un quota de 5% des emplois, des facilités de congés aux employés minoritaires à l'occasion de leurs fêtes religieuses, la création d'un Fonds d'aide sociale pour les minorités, de bourses pour les étudiants minoritaires, des arrangements pour la rénovation et l'entretien des lieux de culte, la mise en place de la Commission nationale pour les minorités, et la célébration au niveau officiel du 11 août comme Journée des minorités.

« Le Président a déclaré qu'il est très attristé que, ces dernières années, les minorités ont vécu certains incidents traumatisants dont le but était de vicier la merveilleuse atmosphère d'harmonie religieuse et de tolérance du pays, mais le peuple sage du Pakistan et les communautés minoritaires patriotiques ont contrecarré ces mauvais desseins grâce à leur unité. « Je crois que tous ces incidents qui se sont produits dans différentes parties du pays, dans lesquels une communauté minoritaire a été la cible, contredisent totalement les enseignements de l'islam, et les auteurs de ces incidents sont dans l'erreur et méritent d'être punis », a ajouté le Président Mamnoun.

« Le Président a réitéré la résolution nationale que les communautés minoritaires sont de belles fleurs du bouquet qu'est le Pakistan et que tous les efforts continueront d'être faits pour assurer leur sécurité et progrès. »

Peu avant, le gouvernement avait en effet décrété que deux fêtes hindoues et la fête chrétienne de Pâques seraient désormais des jours fériés pour les fidèles de ces religions. Un geste évidemment salué comme il se doit par les hindous et les chrétiens. C'était peu avant Pâques. Et le jour de Pâques les chrétiens ont

évidemment profité de leur jour férié. On sait ce qu'il est advenu à Lahore. Alors que les familles chrétiennes se promenaient dans un parc où il y a de nombreux jeux pour les enfants, un homme s'est fait sauter. Résultat : 72 morts et 340 blessés. Un groupe taliban a revendiqué l'attentat.

De leur côté les chrétiens font eux aussi volontiers assaut de patriotisme. Il leur faut montrer qu'ils sont de bons Pakistanais, bien que membres d'une minorité religieuse dont la religion vient d'ailleurs. A propos de S.P. Singha, ils soulignent qu'en 1947 il y avait quatre chrétiens à l'Assemblée du Pendjab, que trois d'entre eux ont voté pour la scission entre l'Hindoustan comme on disait alors, et le Pakistan, et que les partisans de l'indépendance ont gagné avec 91 voix contre 88, donc grâce aux trois voix chrétiennes.

En 1935 on a découvert, sur le très important site archéologique de Taxila, à côté d'Islamabad, dans le nord du Pendjab, une petite croix au quatre bras égaux. Elle est exposée à la cathédrale anglicane de Lahore, avec un écriteau indiquant qu'elle date des Ier-IIIe siècles. Ce qui implique qu'il y avait là des chrétiens au tout début du christianisme, donc que la présence de chrétiens est légitime. Le problème est que rien ne prouve qu'il s'agisse d'une croix chrétienne, surtout du tout début du christianisme, à une époque où les chrétiens ne représentaient pas la croix. Et même si par hasard c'était une croix nestorienne plus tardive, il n'en resterait pas moins que les chrétiens pakistanais d'aujourd'hui n'ont aucun lien de parenté avec les chrétiens assyriens d'il y a plus d'un millénaire. Ils sont des chrétiens récents, ils ont adopté la religion des colonisateurs, ce qui les rend plus méprisables encore que s'ils étaient des dhimmis de toujours.

A vrai dire, dans les pays arabes, où les chrétiens sont des descendants de chrétiens des origines, la situation n'est pas meilleure. Pour les musulmans, les chrétiens, quoique aussi arabes qu'eux, et chrétiens avant qu'ils ne soient musulmans, sont des roumis, des Romains. Ils sont toujours des agents de l'empire romain contre lequel Mahomet s'est battu. Et des agents des croisés. Ne jamais oublier que la perception du temps n'est pas la même en Orient. Rien n'est du passé, tout se superpose.

Dans ces pays-là les chrétiens se montrent généralement de très ardents patriotes pour prouver qu'ils sont bien du même pays que les musulmans, mais on voit bien que c'est plus tactique que profond. Pour la bonne raison qu'il n'y a pas vraiment de patries au Proche Orient. On appartient à un clan, à une tribu, pas à un pays qui de toute

façon n'existe que depuis peu et a été inventé par les Occidentaux. Le patriotisme, y compris chez les musulmans, a quelque chose d'artificiel. Même au Liban, qui est déjà un cas à part : le patriotisme libanais est essentiellement un patriotisme maronite. Les chiïtes libanais ont plutôt un patriotisme... iranien. Les chrétiens byzantins sont de leur Eglise avant d'être libanais. Leur Eglise qui est aussi syrienne. Et pour les chrétiens byzantins de Syrie être patriote c'est être pour Assad, comme dans l'Irak de naguère être patriote c'était être pour Saddam Hussein, et le patriarche chaldéen tressait régulièrement des couronnes au dictateur qui, de fait, les protégeait.

Le seul pays musulman où les chrétiens soient réellement patriotes, et d'ailleurs sans le crier sur les toits, parce qu'ils le sont viscéralement et non par calcul ou par intérêt, c'est l'Egypte. Parce que les coptes ont conscience d'être les premiers habitants du pays, parce qu'ils savent que le mot « Egypte » est le mot grec aigyptos qui a donné le mot « copte ». Ce sont eux, les coptes, qui sont les Egyptiens d'origine, et personne ne peut le contester. Et en arabe l'Egypte se dit Misr. C'est d'ailleurs pourquoi les autorités musulmanes ne parlent jamais de coptes, mais d'Ahl al dhimma, le peuple de la dhimmitude, alors même que la dhimmitude est juridiquement abolie depuis longtemps.

Le Pakistan est en quelque sorte le contraire de l'Egypte. L'Egypte a toujours existé, et elle fut chrétienne dès le début du christianisme. Tandis que le Pakistan a été inventé récemment, et inventé comme pays pour des musulmans. Avec cette terrible ambiguïté que ce devait être un pays de musulmans laïques, ce qui est impossible. Il y a donc une schizophrénie spécifique au Pakistan, où le gouvernement continue de célébrer et de prêcher la pensée du fondateur du Pakistan, et donc de célébrer aussi l'apport des chrétiens et leur rôle dans la construction du pays, alors que le Pakistan profond est un pays de plus en plus islamiste, gangrené par les talibans. Des talibans qui sont généralement pachtounes, comme ceux d'Afghanistan, et ce sont les mêmes, de part et d'autre d'une frontière qui n'existe que sur les cartes. C'est pourquoi l'avenir n'est pas rose.